



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique budgétaire

Question au Gouvernement n° 1175

Texte de la question

PROPOSITIONS BUDGÉTAIRES DE L'UMP

M. le président. La parole est à M. Jean-Marie Le Guen, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Jean-Marie Le Guen. Ma question s'adresse à M. le ministre du budget.

Nos séances de questions au Gouvernement sont souvent empreintes d'une certaine confusion. Je ne parle pas de l'événement qui vient de se passer ici, mais plutôt des thèses très contradictoires que nous avons l'habitude d'entendre, défendues souvent par les mêmes personnes.

Il n'est pas rare, en effet, de voir un certain nombre de nos collègues de l'opposition vous interpellier, monsieur le ministre, en déplorant que vous n'alliez pas assez vite et assez loin dans la baisse des dépenses publiques. Mais d'autres collègues du groupe UMP interviennent par ailleurs : l'un demande que l'on ne ferme pas telle caserne, l'autre que l'on augmente le budget que l'État consacre aux collectivités territoriales, d'autres encore défendent les privilèges fiscaux d'un certain nombre de professions. D'une certaine manière, on pourrait dire que nos collègues de l'opposition sont contre la dépense d'une façon générale, mais en faveur de dépenses particulières à chaque fois qu'un problème se pose ! (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Yves Fromion. Vous êtes un démagogue !

M. Jean-Marie Le Guen. Au-delà de cette confusion, il faut souligner l'effort de cohérence et de transparence de l'UMP, que l'on doit notamment au président de ce parti, M. Copé. Il nous a récemment présenté le contre-budget de l'UMP. Même si, à l'évidence, ce document n'a pas vocation à être diffusé très largement, il y a là un certain nombre de propositions et de commentaires. Je souhaite vous interroger sur quelques-uns d'entre eux, monsieur le ministre.

Messieurs les députés du groupe UMP, vous nous reprochez le relèvement de 25% de l'allocation de rentrée scolaire. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Vous nous reprochez également l'augmentation de 25 % sur cinq ans de l'allocation de soutien familial. Vous vous êtes prononcés contre le complément familial, et contre l'augmentation des bourses pour les étudiants. (*Exclamations prolongées sur les bancs du groupe UMP.*)

Plusieurs députés du groupe UMP . C'est fini ! Votre temps de parole est épuisé !

M. Jean-Marie Le Guen. Bref : vous vous opposez à une vingtaine de mesures que je pourrais détailler.

M. le président. Merci, monsieur Le Guen...

M. Jean-Marie Le Guen. Monsieur le ministre, assumez-vous cette politique ?

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué chargé du budget.

M. Bernard Cazeneuve, *ministre délégué chargé du budget*. Merci, monsieur Le Guen : voilà une question que j'aurais beaucoup aimé poser si je n'avais eu à y répondre !

M. Jean-Christophe Lagarde. Normal : c'est vos services qui l'ont écrite !

Plusieurs députés du groupe UMP . Allô ! Allô !

M. Bernard Cazeneuve, *ministre délégué*. Vous avez raison : le contre-budget de l'UMP n'est pas un budget contre le Gouvernement, c'est un budget contre les Français ! (*Applaudissements sur de nombreux bancs des groupes SRC et écologiste – Exclamations sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

D'abord, c'est un budget contre les travailleurs modestes, puisqu'il propose de remettre en cause la revalorisation du RSA activité à laquelle nous avons procédé. C'est un budget qui propose la suppression de la PPE, que nous maintenons. C'est un budget qui s'attaque à un certain nombre d'acquis sociaux fondamentaux : c'est un véritable contre-budget de récession !

Deuxièmement, ce contre-budget s'attaque aux plus vulnérables, en remettant en cause les dispositions que nous prenons sur le droit d'asile et sur l'aide médicale d'État.

M. Gilles Carrez et M. Yves Fromion . C'est vous qui avez attaqué les plus vulnérable, en supprimant la défiscalisation des heures supplémentaires !

M. Bernard Cazeneuve, *ministre délégué* . C'est un budget qui préconise le gel des subventions à toutes les associations, celles qui, dans la crise, interviennent pour la solidarité, au profit des plus démunis : je pense au Secours populaire, au Secours catholique, aux Restaurants du cœur.

M. Yves Fromion. Quelle démagogie !

M. Bernard Cazeneuve, *ministre délégué* . Ce contre-budget s'attaque à tout ce que nous essayons de faire pour corriger les injustices à l'origine desquelles vous vous trouvez. Je les ai évoquées tout à l'heure, en répondant à Marc Dolez. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Jean-Pierre Barbier. Vous vous attaquez à ceux qui travaillent !

M. Bernard Cazeneuve, *ministre délégué* . Quant à la dépense publique, mesdames et messieurs les députés de l'opposition, laissez-moi simplement vous rappeler que les dépenses publiques ont augmenté de 170 milliards d'euros lorsque vous exerciez les responsabilités de l'État ! (*Mêmes mouvements.*)

M. Damien Abad. C'est vous, le ministre du budget ! Assumez vos responsabilités !

M. Bernard Cazeneuve, *ministre délégué* . Vous disiez que la révision générale des politiques publiques était la forme chimiquement pure de la maîtrise des dépenses publiques, et vous prétendiez qu'elle permettrait d'économiser 10 milliards d'euros entre 2010 et 2013. Le budget que nous présentons à la représentation nationale permettra, lui, d'économiser 15 milliards d'euros en un an.

Le redressement et la justice, ce sont nos objectifs. Les déficits et les injustices, c'était votre politique ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Marie Le Guen](#)

Circonscription : Paris (9^e circonscription) - Socialiste, républicain et citoyen

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1175

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Budget

Ministère attributaire : Budget

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [10 octobre 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [10 octobre 2013](#)